

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 MAI 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/284		
CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A L'AMENAGEMENT DE LA LIAISON ENTRE LE CENTRE VILLE ET LA GARONNE AU PRADET SUR LA RD 2086 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/284

BUREAU DU 9 MAI 2022

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A
L'AMENAGEMENT DE LA LIAISON ENTRE LE CENTRE
VILLE ET LA GARONNE AU PRADET SUR LA RD 2086 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Départemental n°G58 de la Commission Permanente
du 21/02/2022,

VU le projet de convention ci-annexé entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var relative à l'aménagement de la liaison, sur la RD2086, entre le centre-ville et la Garonne au Pradet,

CONSIDERANT que les travaux ont pour objectif de requalifier la voie en lui conférant un environnement plus urbain et de sécuriser la circulation de tous ses usagers, automobiles ou piétons et cyclistes,

CONSIDERANT que l'aménagement de la voie consiste en :

- L'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques,
- L'amélioration du réseau d'éclairage public,
- La réalisation d'un espace partagé (déplacement en mode doux piétons/vélos),
- La réfection de la couche de roulement,
- La remise aux normes de la signalisation horizontale et verticale,

CONSIDERANT que la Métropole TPM assure la maîtrise d'ouvrage des études de conception et de l'ensemble des travaux, ainsi que la maîtrise d'œuvre du chantier,

CONSIDERANT que le montant total estimé de l'opération est de 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC et que la participation financière du Département du Var est plafonnée à 303 000 €,

CONSIDERANT la nécessité de définir par une convention les modalités administratives, techniques et financières de réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var relative à l'aménagement de la liaison sur la RD2086 entre le centre-ville et la Garonne au Pradet.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022 - Opération 76004.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 mai 2022

Hubert FALCO



Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop and a trailing line.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU VAR

D.I.M./

IG

Acte n° CO 2022-89

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR ET LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE RELATIVE A L'AMENAGEMENT DE LA LIAISON
ENTRE LE CENTRE-VILLE ET LA GARONNE AU PRADET- RD 2086 DU PR 0+000 AU
PR F2**

(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)

Entre :

Le Département du Var représenté par **Monsieur Marc Giraud**, président du Conseil départemental du Var, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n° G58 en date du 21 février 2022,

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et :

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par **Monsieur Hubert Falco, Président, ancien ministre, habilité à cet effet par délibération n°** du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « La Métropole » d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement

Le Département du Var a décidé de participer financièrement à l'aménagement de la route départementale 2086, liaison entre le centre-ville et la Garonne sur la commune du Pradet.

Cette opération a pour objectif de requalifier la voie en lui conférant un environnement plus urbain et de sécuriser la circulation de tous ses usagers, automobiles ou piétons et cyclistes.

Elle consiste en :

- L'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques
- L'amélioration du réseau d'éclairage public
- La réalisation d'un espace partagé (déplacement en mode doux piétons/vélos)
- La réfection de la couche de roulement
- La remise aux normes de la signalisation horizontale et verticale

Article 2. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la définition des modalités techniques, administratives et financières de réalisation des travaux décrits à l'article 4, réalisés sous maîtrise d'ouvrage et d'œuvre de la Métropole. Elle autorise également la Métropole à intervenir sur le domaine public départemental.

Article 3. Pièces constitutives

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 4 annexes :

- Annexe 1 : le plan de situation,
- Annexe 2 : le plan projet,
- Annexe 3 : le constat de réalisation des équipements,
- Annexe 4 : tableau de répartition financière.

Article 4. Nature des travaux

Les prestations sont les suivantes :

- Installation de chantier
- Travaux préparatoires
- Mise en oeuvre des fourreaux pour enfouissement des câbles électriques et téléphoniques
- Travaux de voirie, trottoirs et îlots.
- Réfection de l'éclairage public
- Signalisation verticale et horizontale

Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux

En application des articles L 2411-1 et L 2422-12 du code de la commande publique, la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des études de conception et de l'ensemble des travaux tels que décrits à l'article 4 ci-dessus, en concertation avec le Département, qui est représenté par le pôle territorial Provence Méditerranée.

Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux

- Phase réalisation :

La Métropole assure la maîtrise d'œuvre du chantier.

La Métropole informe l'entreprise au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution.

La Métropole invite le Département à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, la Métropole ne peut être tenue responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :

Le Département participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

Le Département formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal.

Article 7. Approbation technique du projet

La Métropole réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation au Département.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par le Département des documents concernés. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier nécessaire pour des considérations techniques est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme acceptée (acceptation tacite de la demande).

Article 8. Déroulement des travaux

Le Département a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'il juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier. La Métropole fournit au Département tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles sont transmis au Département sans délai afin de permettre au Département une réaction appropriée le cas échéant.

Article 9. Occupation du domaine public départemental

La Métropole a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

Le projet se situe sur le domaine public départemental Il ne nécessite pas d'acquisition foncière.

La présente convention vaut permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière pour les travaux décrits à l'article 4.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation de la RD 2086, la Métropole ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, doivent obtenir les arrêtés de circulation nécessaires auprès de la Commune du Pradet, autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation en agglomération.

Article 10. Prescriptions techniques particulières

Les travaux nécessaires pour l'aménagement décrit à l'article 4 ci-dessus sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- Signalisation du chantier :

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de signature de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire).

La Métropole a la charge de la signalisation réglementaire du chantier. En cas d'accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, elle est tenue pour responsable. Le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de la Métropole en cas de mise en cause de sa responsabilité civile dans le cadre de ces travaux, soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

- Coordination de sécurité et protection de la santé :

La Métropole désigne un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé lors du lancement du chantier.

- Achèvement et réalisation des travaux :

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : **monsieur le directeur général des services techniques ou son représentant légal.**

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : **monsieur le chef du pôle territorial Provence Méditerranée ou son représentant légal.**

Le constat ne peut être signé qu'après la fourniture du DOE et du DIUO des ouvrages exécutés.

Article 11. Financement de l'opération

Estimation de l'opération :

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A titre indicatif, le montant total de l'opération est estimé à 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais de la Métropole avec la participation financière du Département correspondant aux travaux de voirie pour un montant estimatif et plafonné à 303 000 € HT correspondant aux travaux de chaussée.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

Conditions de paiement :

Le versement par le Département est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou le serait au prorata des travaux réalisés.

Le règlement de la participation financière du Département s'effectue selon les modalités suivantes:

- 100% du montant HT versé à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal situé en annexe 3 de la présente convention, signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par la Métropole.

Le Département s'engage à adresser le titre de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par la Métropole, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

Article 12. Exploitation et entretien des ouvrages

L'exploitation et l'entretien des ouvrages réalisés relèvent de l'application des dispositions de la convention CO 2019-1181 annexe 3, relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental .

Article 13. Conditions suspensives

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par la Métropole de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

Article 14. Durée de la convention

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec AR deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par la Métropole des travaux par l'entreprise, cette réception étant formalisée par constat contradictoire de la réalisation des équipements (annexe 3).

La Métropole et le Département se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois tant que les travaux n'ont pas démarré.

Article 15. Règlement des différends

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

A - Litiges

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par la Métropole et l'autre par le Département. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B - Responsabilités

La Métropole est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la Métropole ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, l'entreprise ne peut pas, ultérieurement, mettre en cause la responsabilité de la Métropole dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

C - Recours suite aux travaux

La Métropole se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

Article 16. Communication

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

Article 17. Caractère exécutoire et notification

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement à la Métropole et au Département, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

A Toulon, le

**Pour la Métropole
Le Président**

Hubert FALCO

Fait à Toulon, le

Le Président du Conseil départemental

Marc GIRAUD

ANNEXE 1 – Plan de situation



ANNEXE 2 - Plan projet

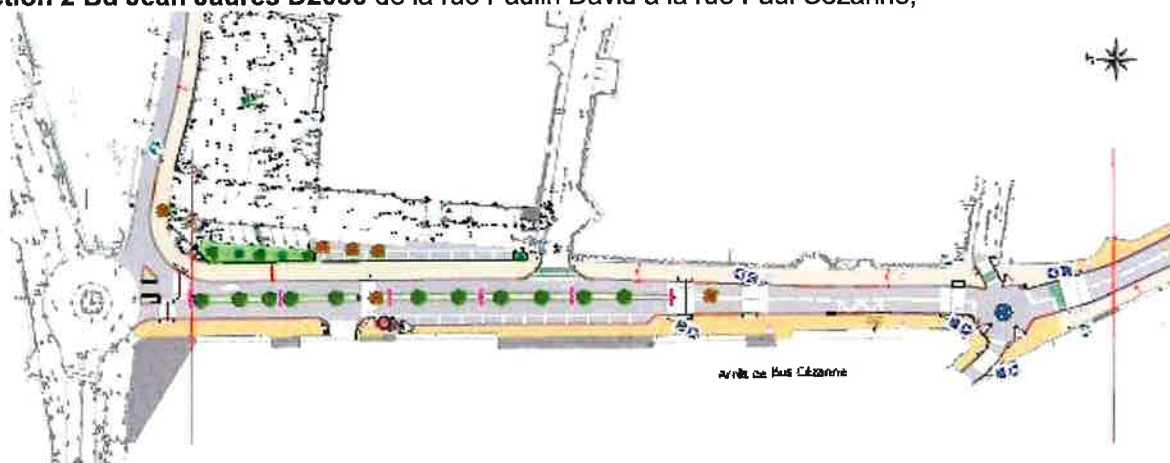
Tranche optionnelle n°1

Section 1 du Giratoire Berlioz, D 559, traverse et rue Paulin David,

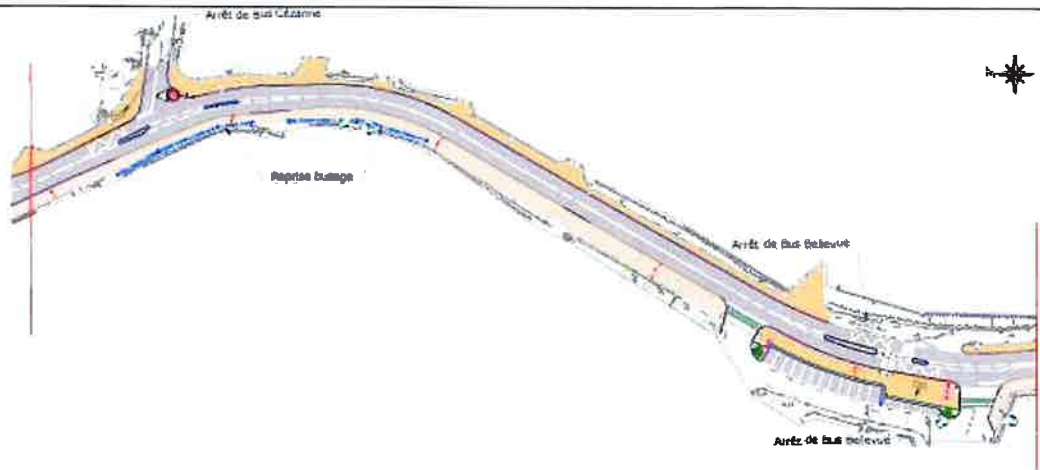


Tranche ferme

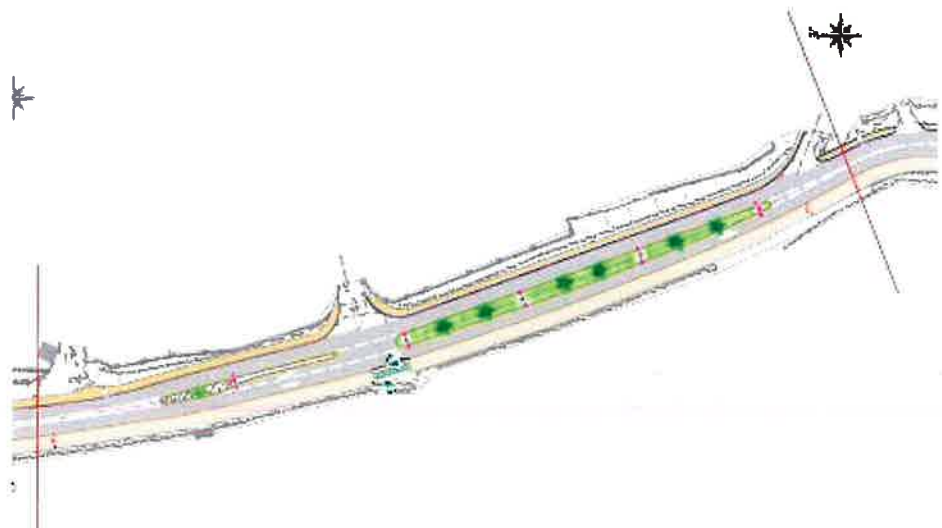
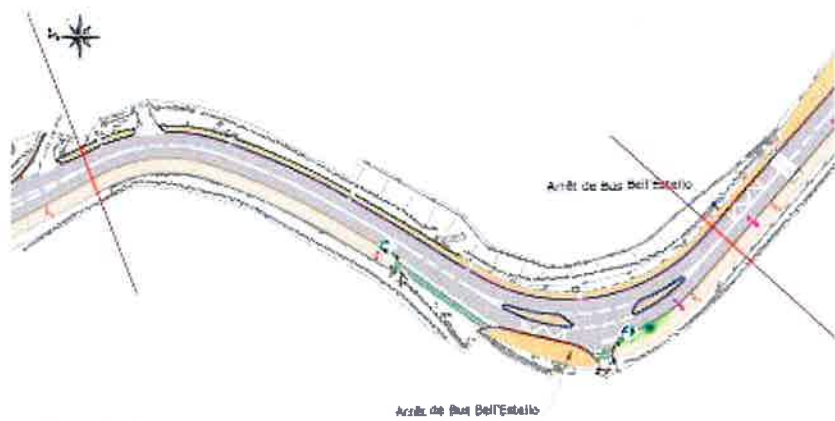
Section 2 Bd Jean Jaurès D2086 de la rue Paulin David à la rue Paul Cézanne,



Section 3 Bd de Lattre de Tassigny D2086 de la rue Paul Cézanne à la rue de Bellevue,

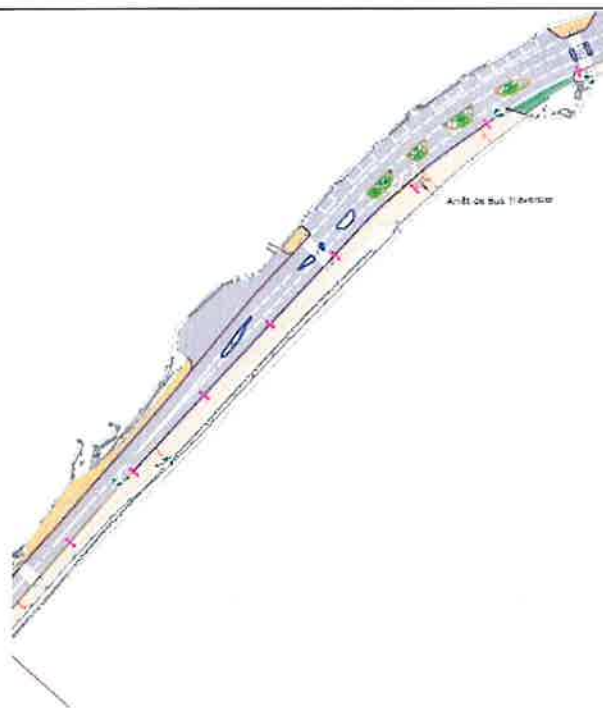


Section 4 Bd de Lattre de Tassigny D2086 de la rue de Bellevue à l'avenue Jean Aicard,

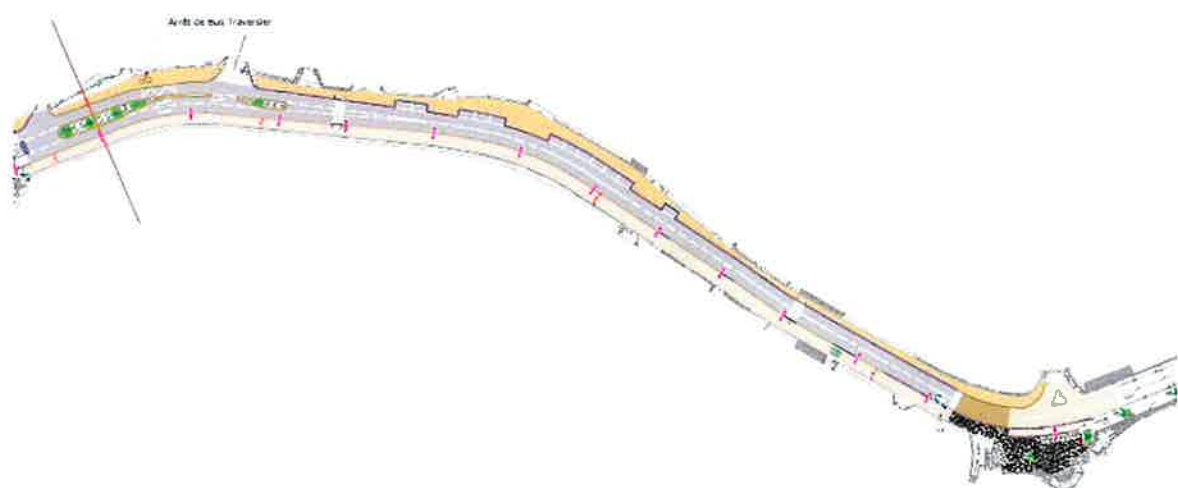


Section 5 Bd de Lattre de Tassigny D2086 de l'avenue Jean Aicard à l'arrêt bus Bell'estello,

Section 6 Bd de Lattre de Tassigny D2086 de l'arrêt bus Bell'estello à l'arrêt bus Traversier,



Section 7 Bd Commandant l'Herminier D2086 de l'arrêt bus Traversier à la zone de rencontre du bord de m



ANNEXE 3 – Constat de réalisation des équipements

Le _____ à _____

Il a été constaté que :

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le Représentant de la Métropole

Le chef du pôle Provence Méditerranée
ou son représentant légal

Le directeur général des services
techniques ou son représentant légal

(1) Rayer la mention inutile

ANNEXE 4 – Tableau de répartition financière

Les montants sont basés sur l'estimation prévisionnelle.

Désignation	Montant HT	Participation Département HT	Participation Métropole HT
Installation de chantier	42 285,00 €	5 830,00	36 455,00 €
Travaux préparatoires	103 810,00 €	0	103 810,00 €
Voirie	747 441,67 €	296 300,00€	451 141,67 €
Réseaux	210 035,00 €	0	210 035,00 €
Maçonnerie Mobilier	66 637,50	0	66 637,50
Eclairage Public	239 640,00	0	239 640,00
Signalisation verticale et horizontale	50 740,00 €	0	50 740,00 €
Coordination SPS	3 650,00	0	3 650,00
Aléas divers	35 760,90	0	35 760,90
Total HT	1 500 000,00€	302 130,00 €	1 197 870,00 €
Décomposition de la participation du Département			
Rabotage de chaussée			36 200,00 €
Installation chantier			5 830 ,00 €
Plus-value de nuit pour rabotage chaussée			23 800,00 €
Fourniture et mise en oeuvre d'une couche d'accrochage			12 000, 00 €
Fourniture et mise en oeuvre EB14/EB10 purges			15 500 , 00€
Fourniture et mise en oeuvre BBSG 0/10			20 000, 00€
Fourniture et mise en oeuvre BB 0/6 couche de roulement			144 000,00 €
Mise à disposition personnel et matériel pour enrobés de nuit			18 000,00 €
Mise à niveau regards, bouches à clé, tampons.			26 800, 00€
Total HT			302 130, 00 €
Total HT arrondi			303 000, 00 €

